

Solidarité France Grèce pour la santé



juin 2015

Le collectif de solidarité

En solidarité avec le peuple grec, le collectif « *Solidarité France Grèce pour la Santé* » soutient les dispensaires sociaux et solidaires autogérés depuis 2 ans. Ce collectif est composé de militantes et militants syndicaux-politiques ou issus-es de la société civile, majoritairement professionnels du soin, de la santé et du médicament en France mais aussi de d'autres secteurs... Le collectif soutient matériellement les dispensaires et pharmacies sociales et solidaires en Grèce grâce à des collectes d'argent et de médicaments notamment par l'organisation de conférences et de débats. Il veut aussi manifester un soutien politique à cette nouvelle forme de résistance aux mesures d'austérité appliquées à la Grèce depuis 2008 et informer en retour sur la réalité de la situation. Dans la conjoncture politique actuelle, une délégation a été constituée pour aller se rendre compte sur place de l'état du système de santé et de l'ampleur de la résistance contre l'austérité à travers la solidarité développée sur le territoire grec.

Toutes les informations sur l'activité du collectif : <http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/>
Pour recevoir les informations vous pouvez vous inscrire sur notre site et/ou à la newsletter :
<https://newslettercollectifsfgs.wordpress.com>
Pour nous contacter :
france.grece.solidarite.sante@gmail.com

A la rencontre des acteurs de la santé à Athènes du 11 au 16 mai

La délégation est allée à la rencontre des équipes des dispensaires sociaux solidaires, notamment Korydallos au Pirée, le K.I.F.A. du centre d'Athènes, le K.I.F.A. de Néa Ionia, de Patissia, de Peristeri, de Vyronas, de Néa Smyrni, d'Ellinikon et d'Halandri. Elle a aussi rencontré la coordination athénienne des dispensaires et pharmacies sociaux solidaires. Elle était porteuse de 10 000 euros collectés dans les initiatives de solidarité. Elle a rencontré des personnels des hopitaux, des syndicalistes, des responsables de Syriza et le ministre de la santé.



la pharmacie du dispensaire de KIFA centre d'Athènes

La résistance du peuple de Grèce est une force motrice qui peut aujourd'hui servir de référence aux autres peuples d'Europe.

Nous retenons de ces rencontres l'immense engagement des volontaires, personnels, militant-es engagé-es dans des processus de solidarité, de convivialité et de lutte pour maintenir un système de soin indispensable et leur souci de préserver la dignité de chacun-es. Et ce malgré les circonstances.

Cette expérience souligne aussi la nécessité pour tous les peuples d'Europe de s'engager dans une lutte coordonnée et solidaire contre une austérité décrétée par des politiques qui agissent contre l'intérêt des peuples. Et à l'heure où des

politiques nationales s'opposent à cette austérité et aux injonctions de l'Europe financière, il est temps de revendiquer la construction d'une Europe sociale. Faute de quoi la situation subie aujourd'hui en Grèce sera la norme pour tous les peuples.

Le slogan partagé par les militant-es rencontrés peut se traduire par : « *Nous ne devons pas ! Nous ne vendons pas ! Nous ne payons pas !* »

A la question posée : « *que pouvons-nous faire concrètement pour vous aider aujourd'hui* », la réponse unanime est de commencer par « *virer vos gouvernements qui soutiennent la politique austéritaire de l'Union Economique Européenne* ».

Les dispensaires de la région d'Athènes

Leur engagement militant distingue ces structures des autres organisations humanitaires. Aujourd'hui, environ 50 dispensaires solidaires sociaux fonctionnent dans toute la Grèce grâce à l'action et au travail de volontaires. Médecins, généralistes ou spécialistes, dentistes, pharmaciens, psychologues et personnels paramédicaux et administratifs s'y impliquent avec le soutien actif des citoyen·nes qui collaborent à ces structures.

Les témoignages des volontaires militantes de ces dispensaires nous enseignent l'importance de l'action collective pour retrouver la dignité de chacune et de chacun. Nous avons aussi observé qu'une majorité de ces dispensaires s'inscrivent également dans une multitude d'actions solidaires sur les déterminants de santé (alimentation, logement, vêtements, culture, éducation...). **Trois besoins majeurs sont avancés** : les soins bucco-dentaires, la prise en charge des besoins psychiatriques et psychologiques (conséquences directes de la pauvreté et de la précarité), l'approvisionnement en médicaments pédiatriques indispensables et notamment

en vaccins.

Certains dispensaires délivrent des soins directs, d'autres coordonnent des réseaux de médecins libéraux qui reçoivent gratuitement les consultations qui leur sont envoyées (106 médecins par exemple pour un seul dispensaire). **Tous ont vu leur activité croître en moyenne de 40% par an.**



Les Hôpitaux publics

Nous avons visité « Sotiria », hôpital historique et de référence pour les Balkans des maladies respiratoires et de la tuberculose.

L'hôpital public est au bord de l'effondrement.

D'une part, **il est sous-financé et manque crucialement de personnel et de matériel.** Cinq services ont été fermés à Sotiria. L'incidence de la tuberculose explose, le taux de suicides augmente et la plupart des cancers ne sont plus soignés. La malaria et la rage sont réapparues.

La surcharge de travail des personnels soignants est énorme et due en partie à la désorganisation des soins primaires: 112 patient·es vus aux urgences en 12 heures de garde et pour une seule praticienne. Les effectifs paramédicaux sont en chute libre du fait des départs en retraite non remplacés.

D'autre part, **une violence inouïe s'exerçait sur les patient·es.** Avant l'arrivée au gouvernement de Syriza

l'administration demandait par exemple aux femmes enceintes 1000€ par accouchement. A défaut de paiement, il était fait pression sur les membres de la famille et à défaut, intervenait la saisie des biens au domicile. Des familles étaient poussées à la ruine dans les cas où un de leurs membres étaient atteints de maladie chronique nécessitant une hospitalisation. Il a été fait aussi état de personnes se suicidant à l'annonce d'une maladie grave pour éviter d'être une charge intolérable pour leurs proches.

Des témoignages similaires ont été recensés à l'hôpital «Elpis» où la délégation a rencontré les syndicats des personnels. Il a été fait état de services de 19 lits accueillants jusqu'à 52 patient·es.

Toutefois leur démarche de solidarité ne s'arrête pas aux frontières : le soutien aux combattantes et combattants kurdes de Kobané par l'apport de matériel médical en témoigne ainsi que l'aide à l'obtention de papiers pour les personnes émigrées. Nous avons aussi débattu avec les membres de l'association grecque « **Solidarité pour tous** » autour de leur « facilitation » des actions gratuites de solidarité concernant l'accès aux soins, à la nourriture, aux vêtements, au logement, à un tutorat pour l'entrée à l'université et à l'apprentissage de la langue pour les étrangers...

Elles-ils accompagnent **les familles surendettées** (du fait des soins facturés par l'ancien gouvernement), s'opposent aux expulsions et aux mises aux enchères. Par ailleurs elles-ils animent **des groupes de réflexion locaux sur le «comment» travailler autrement, améliorer la production agricole et la transformation des produits, utiliser les compétences locales et relancer en autogestion les petites entreprises qui ont fermé avec les outils et machines encore sur site.** Sur le volet santé, avec le nouveau gouvernement elles-ils militent pour dissocier la prise en charge des soins de santé du fait d'avoir un travail.

Depuis un an et demi, **elles-ils travaillent avec des organisations syndicales et ouvrières pour faire de la solidarité un élément constitutif de leurs actions.** En effet ils considèrent que le mouvement syndical s'est déconsidéré pendant la crise en restant campé sur les seules revendications corporatistes et la défense des acquis sans intégrer la dimension politique de la crise. La victoire des «gants rouges», (les femmes de ménage licenciées en masse des ministères l'an dernier) est un signe encourageant.

Nous sommes impressionné·es par l'inventivité et la pertinence de l'action des animatrices et animateurs des dispensaires, leur dynamisme qui leur permet de tisser du collectif au-delà de la dispensation des soins et des médicaments.

Nous avons beaucoup à apprendre de ces organisations démocratiques non hiérarchiques encore trop peu fréquentes en France.

L'hôpital psychiatrique Daphni

Sur les huit établissements publics de psychiatrie il n'en reste que trois ouverts. Les structures extra-hospitalières et associatives ont fermé les unes après les autres.

A Daphni, sur les 1000 postes de soignant-es à l'origine, seulement 500 restent pourvus à ce jour pour assurer les soins de 1100 patient-es hospitalisé-es et l'accompagnement de 600 autres en extra-hospitalier.

La demande de soins a augmenté de 60% en quelques années. La part des hospitalisations sur demande judiciaire est largement majoritaire (60%), les autres personnes sont abandonnées à la rue ou à charge des familles.

Personnels et malades collaborent à la survie de l'hôpital, par exemple en vendant le produit de cultures vivrières locales à l'entrée de l'hôpital. Si les mesures imposées par l'Union européenne sont suivies, cet hôpital fermera en juin. Les personnels sont organisés pour résister coûte que coûte. **A terme c'est la disparition quasi-totale des hôpitaux publics de psychiatrie qui est visée par les politiques imposées par l'Union Européenne.**

Dans tout ce marasme les personnels encore présents, toutes catégories confondues, œuvrent à maintenir des soins diversifiés et de qualité. Comme elles et ils nous l'ont confié, alors qu'à une autre époque les personnels militaient pour une psychiatrie extra-hospitalière sectorisée, ils sont contraints aujourd'hui de se battre pour sauver leur hôpital, seule condition pour garder les maigres moyens. La pédo-psychiatrie est réduite à quasi néant et il faut plus de sept mois pour obtenir un rendez-vous.

En psychiatrie comme ailleurs les patient-es sont orienté-es vers le privé lucratif. **Les patients solvables peuvent se rendre dans des cliniques haut gamme. Pour les patients de psychiatrie (notamment ceux atteints par des crises) il existe des cliniques bas de gamme où l'on peut trouver des malades en majorité sous contention physique,** encadrés la nuit par une psychiatre et deux soignants pour... 240 patient-es!

Le ministère des affaires sociales et de la santé

La délégation a été reçue par le Ministre grec délégué à la Santé, Andréas Xanthos ainsi que par le Ministre des affaires sociales et de la santé, Panayotis Kouroubilis.

Andréas Xanthos est le co-fondateur du premier dispensaire social en Crète, Rethymnon, en 2008, et médecin hospitalier. Il nous a décrit la dégradation de la situation sanitaire, sous-évaluée jusqu'en 2012 par les autorités au pouvoir, et parle de catastrophe humanitaire. Le ministre fait état de la désorganisation du service public au profit du secteur privé.

Il considère que l'existence des dispensaires a permis de mesurer la réalité de la catastrophe sanitaire. La demande de soins vers le public a progressé de 30%, les moyens dans un même temps ont diminué de 40% et l'effectif en personnel a diminué de 30%. Aujourd'hui, 2,5 millions de Grec-ques sont sans couverture sociale.

Il argumente sur le fait que l'affrontement sévère entre le gouvernement grec et l'Union européenne concerne tous les peuples européens dans le sens où la Grèce sert de cobaye à l'Europe de la finance.

Le programme de santé du nouveau gouvernement Syriza a été discuté sur les points majeurs suivants : rétablissement et extension de la couverture maladie, suppression du forfait hospitalier de 5€, accès aux soins primaires gra-

tuits quelque soit la nationalité, le revenu, l'emploi et la position sociale, restauration du système de santé...

Nous avons discuté par ailleurs, de la nécessité de créer un rapport de force européen sur la question du médicament face à la puissance du complexe pharmaco-industriel des multinationales. Nos points de vue se rejoignent notamment sur les enjeux cruciaux du contrôle des prix, de la production, du brevet, de la commercialisation et du cadre légal. Nous avons conclu ensemble sur l'importance des liens de convergence des luttes contre l'austérité en Europe, qui sont précieux pour le gouvernement grec et pour la démocratie européenne. Pour mémoire le bâtiment du ministère où nous avons été reçu a été vendu aux spéculateurs immobiliers par le précédent gouvernement et son loyer annuel aujourd'hui équivaut à la construction d'un hôpital.

Les photos ont été prises lors des actions de solidarité, vous pouvez les retrouver sur le blog du collectif avec les films, interviews...



La réunion avec la coordination des dispensaires d'Athènes

Les députés de Syriza...

La délégation a également rencontré au parlement dix députés de Syriza membres des commissions santé (du parti Syriza et du parlement grec) avec leurs coordinateurs Kostas Zacharias et Mpeltios Michalis.

L'échange a porté sur l'exposé de la situation dans leur régions d'origine car nombreux sont élus hors Athènes. Il a été noté que la crise du service public confronté aux politiques d'austérité des mémoranda s'était couplée avec une demande croissante de la population liée aux effets de la crise sur les ressources en baisse des Grecs, et sur leur santé. Les dispensaires sociaux solidaires ont été considérés comme un élément essentiel de résistance et de

mobilisation. Il est à noter que 20% des indemnités parlementaires des députés de Syriza sont donnés à «Solidarité pour tous». Les principales premières mesures gouvernementales ont été présentées. Mais de nombreux projets sont bloqués faute de financement dans le contexte du bras de fer politique avec la commission européenne et la BCE. Enfin nous avons abordé les éléments du débat au sein de Syriza sur la manière de relever le défi.



Très concrètement

Parrainages solidarités soutiens

Le collectif France Grèce pour la santé s'est constitué à Paris en 2013, d'autres collectifs existent et ont leurs propres activités de solidarité. Nous encourageons tous ceux et celles qui veulent agir à engager leurs propres actions. Elles peuvent prendre différentes formes et comme vous le voyez à la lecture de ce bulletin, la question de la santé nous semble toujours prioritaire. Si vous souhaitez engager des formes de parrainage et soutenir un dispensaire en particulier, comme le fait le collectif du 13ème arrondissement à Paris avec le dispensaire de Peristeri, vous pouvez contacter directement «Solidarité pour tous». De même, si vous allez en Grèce avec des motivations militantes vous

pouvez prendre contact aussi avec cette structure.

Solidarité pour tous
www.solidarity4all.gr
international@solidarity4all.gr

Des médicaments

Si vous souhaitez envoyer des médicaments aux structures de santé autogérées en Grèce, vous êtes invités à prendre un contact direct avec les structures concernées. Sur le blog du collectif, vous pouvez trouver la liste complète des dispensaires et pharmacies autogérés existants en Grèce avec leurs coordonnées, ainsi que le plan où vous pouvez visualiser leur localisation exacte sur la carte de Grèce. <http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/liste-des-dispensaires-sociaux-2/envoi-de-medicaments/>

10 000 euros portés par la délégation

Les sommes ont été attribuées comme suit :

Dispensaires de Halandri, Péristéri, Vyronas et Néa Smyrni, Korydallos, Elliniko, Patissia : 1000 euros.

Celui de Néa Ionia : 500 euros.

Celui de Zografou a un besoin urgent de soutien car il est en construction : 1500 euros.

Celui d'Athènes Iktinou 2, 1000 euros pour des besoins toujours importants en fournitures de dentisterie.



Vos dons sont nos moyens d'action

Ils contribuent concrètement à faire vivre la solidarité et la résistance à l'austérité.

- Chèque à Convoi Syndical, 25, rue des Envierges, 75020, Paris.
- Par virement à : La Banque Postale CCP 2796496A020
- Par paypal sur le site.